

MARSEILLE

Une centaine de taudis qui rapportait gros

Zoom sur l'activité très lucrative d'un ancien policier reconverti en marchand de sommeil. P.13



PHOTO DC



Toute l'actualité culturelle de la région

SUPPLÉMENT DÉTACHABLE DE 16 PAGES OFFERT AVEC VOTRE JOURNAL



# La Marseillaise

www.lamarseillaise.fr

« Celui qui combat peut perdre, celui qui ne combat pas a déjà perdu » Bertolt Brecht

Le journal le plus chanté de France

DES CORTÈGES NOURRIS, DÉTERMINÉS ET JOYEUX

# Une si belle énergie



PHOTO MOHAMMED EL HANZAOU

Reportages à Marseille, Arles, Toulon et Avignon ● L'intersyndicale décrite par la base ● Vos meilleures réponses au mépris de Macron ● La poussée des jeunes ● Le rapport d'activité rejeté au congrès de la CGT... P.2 à 11

27926 - 0329 - 1,50€



## ÉDITORIAL

Françoise Verna

## Toujours déterminés pour le retrait

● Grèves et manifestations fournies partout en France, de la plus grande à la plus modeste commune : la 10<sup>e</sup> journée de mobilisation contre la réforme Macron des retraites a illustré une nouvelle fois la détermination résolue des travailleurs à mettre en échec la retraite à 64 ans concoctée par un exécutif hors-sol et méprisant. Depuis le 49.3 et donc l'adoption sans vote de ce projet, la crise politique et démocratique est à son paroxysme. En dépit d'un rejet massif des Français, Macron et son gouvernement sont dans une spirale infernale et entraînent le pays dans une crise majeure. L'intersyndicale garde son sang-froid et annonce une nouvelle journée de mobilisation, jeudi 6 avril, à la veille du long week-end de Pâques. Elle a, plus que jamais, un objectif, répété depuis deux mois : le retrait et rien que le retrait.

## Macron barricadé

Pour danser le tango, il faut être deux. Les réponses aux mains tendues de l'intersyndicale se sont soldées par des bras d'honneur de la part d'un pouvoir radicalisé. Force est de constater que dans ce bras de fer entre le monde du travail et celui de l'argent, aucun tango, ni valse n'est possible face à un président barricadé dans son palais de l'Élysée.

Le retrait signerait pourtant un nouveau souffle dans une démocratie malade d'être mise sous l'éteignoir. Las. Le locataire de l'Élysée semble incapable de se placer au niveau du moment historique écrit par le peuple français. Les travailleurs d'autres pays regardent la France avec attention et solidarité, tandis que la presse étrangère raille le monarque républicain. La démocratie sociale ne se laissera pas piétiner.

## Toujours fidèles au



Chacun son style dans les slogans, mais tous unis derrière une même exigence : le retrait de la réforme. Non négociable.

PHOTO AFP

## Marseille. Toute la bonne énergie de la rue en lutte contre une sale réforme

**Près de 180 000 à défiler à Marseille selon les syndicats, pour cette 10<sup>e</sup> manifestation interprofessionnelle contre la réforme des retraites. Toujours aussi combative, toujours plus inventive, la contestation poursuit sa marche pour faire reculer une politique pincée dans son arrogance.**

**A**llez, Allez, Allez, on est juste déterminées ! » reprennent en chœur les Rosies, dans leur chorégraphie d'échauffement. *I Will Survive* donne le la sur le Vieux-Port. Le rendez-vous de 10h30 fixé par l'intersyndicale est devenu habituel. Pour tous les militants, mais aussi pour bon nombre d'organisations associatives et de citoyens « qui en ont marre de se faire essorer », assure un artisan en grève.

Il est le seul à être sorti de la boulangerie bio du cours Julien

où il travaille pour rejoindre le cortège. « Pour les autres, des apprentis, des alternances, c'est plus difficile », précise-t-il compréhensif. Ceux-là mêmes qui une autre réforme menace de presser, « réduits à une main-d'œuvre bon marché à livrer au patronat », craint un professeur de lycée pro, militant FSU, qui se prépare à une longue lutte. « Si les retraites passent, tout leur sale programme passera. On ne peut pas baisser les bras », lâche-t-il alors que la banderole de tête commence à s'élancer derrière la flotte des véhicules de l'énergie qui ouvre la route dans un concert de klaxons.

Devant l'hôtel de Ville, les sirènes des cheminots retentissent et rivalisent avec celles des pompiers. « On ne lâche rien » s'époumone l'ambiancéur des Ports et Docks avant de saluer dans le mégaphone le courage « des camarades de l'incinérateur toujours en reconductible ». Des applaudissements sont aussi adressés aux « gaziers et électriciens qui ont repris le contrôle de l'énergie pour les familles, pour les boulangers », aux « travailleurs de la

pétrochimie ». Et la violence est dénoncée. « Ils ont voulu nous réquisitionner, ils refusent d'entendre la rue, ils passent à coups de 49.3 et de CRS... on a les caisses de grève, on tiendra, on va les rendre fous ! »

## « Il perd son sang-froid »

C'est une foule colorée, organisée et chantante qui défile sous les yeux ébahis d'un couple de touristes italiens grimpé sur l'esplanade de la Major pour esti-

## « Tant qu'on sera tous au rendez-vous, on construira l'alternative »

Bernard Heynaud, LDH 13

mer l'ampleur de la manifestation. « Mais ils sont calmes en fait ! Pourquoi on voyait les CRS charger à la télévision ? », s'étonne le monsieur. Au-delà de nos frontières, l'attitude figée d'un chef d'État qui refuse le dialogue, pré-

férant user de la force, a déjà terni le vernis républicain. « Dans les rangs de la police et des magistrats, on commence même à voir des gens refuser l'instrumentalisation, déposer leur casque », assure une militante de Solidaires. Sur fond d'Antisocial de Trust, un ampli crache : « Vous sentez qu'il perd son sang-froid ! »

Un tir de fusée de détresse siffle et embrase le ciel d'une longue traînée rouge. L'argument d'un recours au 49.3 « constitutionnel » fait pschitt également. Dans le cortège qui grimpe vers la porte d'Aix, un militant pacifiste rappelle « la Russie, la Chine, la Turquie ont aussi des articles inscrits dans leur convention ». Une jeune fille brandit sa pancarte : « L'eau bout à 100 degrés, le peuple à 49.3 ». À ses côtés, un autre slogan : « Macron regarde ta Rolex, l'heure est à la révolte », Bernard Heynaud responsable LDH 13, sourit : « Tant qu'on sera tous au rendez-vous, on avancera dans la construction d'une alternative politique. Au-delà des retraites, c'est la question de la démocratie, de l'égalité. » Samedi un rendez-vous est déjà fixé à 14h à la Rotonde à Aix. Myriam Guillaume

# du poste et très motivés !

## Arles. Le mécontentement s'étend chez les manifestants, présents de 7 à 77 ans

**Dixième mobilisation contre la réforme des retraites et pas d'affaiblissement en vue. Au contraire. À Arles, la jeunesse a rejoint les rangs du cortège, fort de 4 000 manifestants selon les syndicats.**

Une maman essaye de garder un œil sur ses trois enfants. Quelques mètres devant elle, un groupe d'étudiants déambule dans les rues pavées, une gigantesque banderole « Tous. tes en grève » déployée au-dessus de leur tête. Juste derrière, un retraité en gilet jaune avance, soutenu par son déambulateur flanqué d'un drapeau français. À Arles, la manifestation contre la réforme des retraites est comme tous les jours.

Les habitués se réjouissent de voir de plus en plus de jeunes grossir les rangs du cortège. « Il y a de plus en plus de colère, le gouvernement ferait mieux d'y prendre garde », prévient Ali Boualam, secrétaire général CFDT des territoriaux arlésiens. Pour Dalila, manifestante de la première heure, c'est le recours au 49.3 qui « reste en travers de la gorge » de la jeunesse. Des lycéens de l'établissement Montmajour, venus marcher avant leur épreuve du bac de chimie à 14 heures, con-



Le recours au 49.3 est l'erreur de trop pour la jeunesse, qui se mobilise malgré les épreuves du bac. PHOTO A.M.

firmement. « Le gouvernement n'en a rien à foutre de notre colère, il n'y a plus de démocratie. » S'ils n'ont pas pu participer à la manifestation du 23 mars, en pleine épreuve du bac, ils n'hésiteront pas à revenir autant de fois qu'il le faudra.

Kesia et Valentina, lycéens à Pasquet, et Romane, étudiante en droit, prennent part au mouvement depuis le début. S'ils sont « dégoûtés » du manque d'écoute dont le président fait preuve, ils se réjouissent de voir « le peuple uni pour la même cause ». « Macron a réussi à mettre en colère les jeunes, les vieux,

les travailleurs, les chômeurs », souligne Romane. À 61 ans, Dalila n'a raté aucune mobilisation. L'aide soignante est en colère, mais ne s'éparille pas. « Je l'exprime en participant aux actions et les techniques d'intimidation du gouvernement, qui ordonne la répression policière, ne marcheront pas. »

### La nationale bloquée

Alors que le parcours touche à sa fin, des centaines de manifestants convergent vers la RN 113 pour bloquer la circulation. Des poubelles sont couchées des deux côtés des deux

voies, les étudiants de l'École nationale supérieure de photographie d'Arles se postent devant la file d'automobilistes, des gilets jaunes battent en rythme sur des tam-tams, les agents de police restent en retrait et les conducteurs sortent de leur poids lourd pour discuter. De temps en temps, quelques voitures sont libérées et klaxonnent pour féliciter les militants. À 14 heures, l'embouteillage s'étend jusqu'à Saint-Martin-de-Crau, une quinzaine de kilomètres plus loin.

Alice Magar

### Remue-ménage devant le 4 étoiles



Sous-traitance et réforme des retraites ne font pas bon ménage. Les femmes de chambre et la CNT-SO sont venues à près d'une centaine le dire en chansons et en concert de casseroles devant l'hôtel Radisson du Vieux-Port. Réveil en fanfare pour les clients invités à rejoindre la manifestation contre la réforme : « Libérer les touristes ! » Et à abonder à la caisse de grève en achetant un sac en toile souvenir imprimé « soutien aux travailleuses du nettoyage en lutte ». Final poétique avec *Le forgeron* de Rimbaud, déclamé par deux militants de Solidaires. M.G.

## Miramas. Le train de la colère entre en gare

**500 personnes, selon les organisateurs, ont répondu à l'appel de l'Union locale CGT ce mardi, pour une manifestation agrémentée d'une action symbolique.**

Des rails en acier, de massives barres en bois et un matériel de soudure adapté. Il n'en fallait pas plus aux cheminots pour poser ce mardi matin une véritable voie de chemin de fer sur l'avenue Falabregues, en face de la gare de Miramas.

À 10h30, 500 personnes garnissent les rangs de la manifes-

tation organisée par l'Union locale CGT. Parmi elles, les représentants CGT et FO des cheminots de Miramas, mais aussi la FSU, Sud Solidaires et des syndiqués de la CGT venus de communes alentour. Robin Matta, représentant syndical CGT des cheminots de Miramas, se dit « heureux de faire entendre la mobilisation dans les localités ». Gilles Bizot, secrétaire du syndicat FO des cheminots de Miramas, a « remercié » ironiquement Emmanuel Macron qui a « éternué » beaucoup de grévistes avec son allocution télévisée et apporté « un regain à la contestation ».

Dans une ambiance familiale, toutes les générations se mélangent. Frédéric Vigouroux, maire



La CGT des cheminots de Miramas est en grève reconductible depuis le 7 mars dernier. PHOTO M.N.

(PS) de la ville, a rejoint la manifestation quelques minutes avant la fin. Il remarque que les gens sont « inquiets, car cette réforme touche au plus intime : la façon de concevoir sa vie future ».

La prochaine manifestation de l'UL CGT de Miramas « concordera avec le prochain temps fort national de l'intersyndicale », annonce Robin Matta. Marwan Nabli

## L'ÉVÈNEMENT

# Toulon.

## Une poussée dans l'unité de 18 000 manifestants

**Encore une très forte mobilisation sur le pavé du port du Levant, avec des citoyens responsables déterminés à poursuivre le bras de fer.**

Une demi-heure avant l'heure officielle du rassemblement, il y a déjà beaucoup de monde sur la place de la Liberté.

« Oui, on est encore là et on y restera tant qu'il faudra », prévient Jean-Paul, retraité de la Poste et infatigable militant de la CGT. Le ton est donné.

Pour ce qui est du renoncement attendu par le gouvernement, c'est une fois de plus loupé. Tous, au contraire, veulent mettre en avant leur inébranlable combativité, même si les jours de grève commencent à peser lourd pour certains. « On n'a pas le choix. C'est deux ans de notre vie qu'on veut nous voler, ça impose des sacrifices », explique Rémy, agent d'entretien non syndiqué.

Le camion de la CFDT vient d'arriver sur le boulevard avec sa sono.

« Le mouvement ne faiblira pas », annonce Jean Innocenzi, le responsable départemental de la CFDT qui dit, avec le sou-

rire, regretter que le président Macron ne se soit pas exprimé la veille au soir à la télé, histoire « de redonner un petit coup de pouce à la mobilisation ». Pour le syndicaliste, les éléments de langage utilisés ne font qu'alimenter la colère et exacerber les frustrations. Pourfendant le déni dans lequel le gouvernement reste empêtré, il met en avant la proposition de Laurent Berger de mettre cette réforme sur pause. « C'est quand même quelque chose qui a été discuté en intersyndicale, ce n'est pas qu'une initiative de la CFDT », insiste-t-il en parlant de véritable main tendue que le président, selon lui, ferait bien de saisir.

Et de poursuivre : « Il faut qu'il fasse acte de contrition, qu'il prenne conscience qu'il s'est planté en mettant de côté son ego. Ce que l'on sait, c'est que ça flippe autour de lui : ils sont tous en train de se demander comment ils vont se sortir de ce pétrin. »

### Renforcer le rapport de force

Ça y est, la place est noire de monde et, derrière le camion de la FSU, les Rosies sont en position « À cause de Macron ! ». Une performance attendue qui ponctue maintenant depuis plus de deux mois les manifestations.

Richard Roméo-Giberti,



Le cortège a à nouveau défilé dans les rues du port du Levant pour exiger le retrait de la loi. PHOTO T.T.

pour l'UD CGT prévient : « Il est encore temps de faire machine arrière, il est encore temps de sortir par le haut. Mais la mobilisation ne va pas s'arrêter ni s'essouffler. Mais se transformer et continuer jusqu'au retrait. » Et d'ajouter : « Si l'arrivée des jeunes dans le mouvement fait très peur au gouvernement et à ses alliés, à nous, elle fait du bien. » Un phénomène qui, selon lui, ne va faire que s'amplifier.

Même son de cloche du côté de la FSU avec Cédric Turco : « Nous sommes toujours aussi déterminés à ne rien lâcher tant que le gouvernement ne retirera pas cette réforme », assure-t-il, rappelant qu'en 1995, la loi CPE (Contrat première embauche) avait aussi été votée et les décrets publiés, mais jamais mise en application. Et de conclure donc : « On continue à être mobilisés et à renforcer le rapport de force jusqu'à la victoire. »

Avant la prise de parole de l'intersyndicale, le micro est tendu à trois lycéens seynois. « Si vous

ne le faites pas pour vous, faites-le pour eux à qui l'on vole deux années de leur vie », lâche Emma avec ferveur en s'adressant à la jeunesse du pays. « Il faut qu'on se fasse entendre en criant notre colère comme nous savons si bien le faire », conclut-elle sous un tonnerre d'applaudissements, la foule entonnant : « Macron, t'es foutu ! la jeunesse est dans la rue. »

### « Qu'il arrête ses bêtises ! »

Julien prend le relais en dénonçant « la décision de laisser mourir des pères, des mères, des grands-mères... sous leur charge de travail ».

Le cortège démarre au son de « Fatigués, fatigués... On n'est pas fatigués ! » Et « Les filles de la CGT », mettent comme d'habitude l'ambiance sous l'impulsion de Brigitte.

« C'est encore aujourd'hui une belle journée de mobilisation contre la réforme des retraites de Macron », juge Pascal Brun, le secrétaire général de Solidaires, estimant que maintenant, c'est au président seul qu'il revient

de supprimer cette loi. Et de poursuivre : « On est à nouveau là pour dire que de cette réforme, on n'en veut pas. » Pour le responsable syndical « toutes les manifestations qui se succèdent depuis le 19 janvier, ainsi que les actions qui ont lieu dans les entreprises, en sont la preuve ». Et de conclure que « maintenant, il faut qu'il arrête de jouer à l'imbécile ! »

« C'est nous qui exprimons la légitimité démocratique et non les bœni-oui-oui du président Macron », tempère Myriam Barnel (FO) pour l'intersyndicale.

Encore un parcours sans faute avec 18 000 manifestants défilant dans l'unité, avec beaucoup d'entrain et d'imagination pour faire passer les messages, contents d'être là et se promettant de remettre ça très bientôt, si besoin.

Bref, du son, des couleurs et un peuple en mouvement pour défendre ses droits : tous les atours d'un printemps de lutte riche de promesses.

Thierry Turpin

### Draguignan. L'intersyndicale continue à mettre la pression

Manifestation encore importante à Draguignan ce mardi 28, où plus de 2 000 personnes se sont réunies. La réforme à 64 ans a été brûlée devant la sous-préfecture, pendant une manif encore dynamique, avec une intersyndicale plus que jamais mobilisée et soudée. C.M.



## À l'affiche !



# Avignon. Dix repetita « pour un retrait total et définitif » de la réforme

**Encore beaucoup de monde, entre 25 000 et 30 000 selon les syndicats, ce mardi autour des remparts, contre la réforme des retraites et la défense du modèle social.**

Dans le cortège vaudois, à Avignon ce mardi matin, beaucoup attendent une nouvelle prise de parole d'Emmanuel Macron. Soit pour enfin l'entendre annoncer le retrait de sa si décriée et rejetée réforme des retraites, soit « parce que dès qu'il parle, ça remobilise contre lui », ironise un militant syndical. Preuve que le président de la République a encore quelques éclairs de lucidité, il évite toutes les sorties publiques, renonce à se rendre au stade de France, à recevoir le roi d'Angleterre et à se déplacer à Toulon pour causer service national universel. « Au moment où la jeunesse commence vraiment à se mobiliser, ça aurait été très mal perçu », constate Thierry Juny, co-délégué de Solidaires 84, devant le collège-lycée Mistral, une nouvelle fois cadenassé et bloqué par plusieurs dizaines de lycéens. Comme jeudi dernier, ils prendront part dans la foulée à la 10<sup>e</sup> journée d'action contre la réforme des retraites, qui a réuni presque autant de monde (25 000 à 30 000 selon les syndicats, 4 000 selon la police) que le record d'il y a 5 jours. « On ira jusqu'au retrait et on l'aura ! », martèle Magalie Blaszczyk, co-



L'intersyndicale doit à nouveau se réunir ce mercredi matin pour décliner les prochaines mobilisations locales. PHOTO F.C.

déléguée Solidaires. « Notre mouvement est légitime, on est constamment encouragé et soutenu par la population dès qu'on tracte », appuie Catherine Brunafantone, secrétaire départementale de l'Unsa.

## Le doux espoir du respect de la constitution

Depuis le recours au 49.3 et le couplet sur la légitimité des urnes et de la rue, les pancartes et les slogans hostiles au chef de l'État se sont accrues. « Macron doit redescendre de son piédestal et enfin écouter le peuple, c'est lui qui pousse à la violence », tonne Angélique, syndiquée CFDT chez Adecco. « C'est une réforme sous la pression de l'Europe, une loi injuste et anticonstitutionnelle », juge

Corinne, ex-directrice d'école et jeune retraitée. Toujours syndiquée au Snuipp-FSU, elle pense que, « comme avec les gilets jaunes, Macron attend une montée de la violence ».

Avignon, terre de culture, met aussi dans la rue des artistes. Comme Fabien, délégué CGT de l'orchestre national d'Avignon-Provence. Dans ce milieu, travailler deux ans de plus est illusoire : « En 30 ans, j'ai vu 7 collègues être licenciés pour invalidité », se souvient cet altiste. Hors bannière syndicale, les rangs sont aussi garnis. David et Stefania sont de ceux-là. « Il ne faut pas lâcher car cela va donner raison au gouvernement qui attend qu'on serésigne », soutient Stefania, qui travaille à la boulangerie Bella Ciao. David s'en re-

met au conseil constitutionnel qui, malgré sa coloration très politique, peut être en mesure de retoquer la loi : « S'il ne le fait pas, il sera délégitimé et on perdra le titre de démocratie dans notre régime », analyse-t-il.

L'intersyndicale mise aussi sur le conseil constitutionnel face à « l'entêtement idéologique » du gouvernement. Devant la préfecture, terme de la manif, Florent Ponzio (CFDT), exhorte à rester mobilisés « jusqu'au retrait total et définitif de la réforme ». « Car en cas de défaite, le gouvernement a déjà promis de s'attaquer à d'autres réformes qui n'ont qu'un but, détricoter notre État social hérité du Conseil national de la Résistance », conclut-il. Florent de Corbier

## Brignoles. Le haut Var lutte encore



Pour cette nouvelle journée de mobilisation contre la réforme des retraites, 1 150 manifestants se sont rassemblés à Brignoles. Le cortège, motivé et plein d'énergie, ne baisse les bras face au gouvernement. Les manifestants qui viennent de tout le centre Var, sont tous indignés par l'autoritarisme gouvernemental. Après le rassemblement, l'intersyndicale doit se retrouver pour parler des suites de la mobilisation. Reste à savoir si les syndicats vont durcir la lutte ou continuer sur leur lancée. Une chose est sûre, le combat contre la réforme n'est pas terminé. C.M.

# La CGT pousse encore Sonelog à la discussion

À l'issue de la manifestation, l'union départementale CGT a de nouveau bloqué le rond-point du McDo du Pontet, pour forcer la direction de Sonelog à reprendre les discussions avec les salariés grévistes. Une rencontre, sous l'œil de l'inspection du travail, est programmée ce mercredi matin.

La CGT pensait avoir fait le plus dur, vendredi dernier, en obtenant une médiation avec l'appui de l'inspection du travail dans le conflit qui oppose les salariés grévistes de Sonelog au Pontet et leur direction. Peine perdue lundi, où le délégué syndical CGT a été fraîchement reçu par la DRH du groupe, qui n'a pas abordé tous les points fixés à l'ordre du jour de la médiation (notre édition de lundi).

Faute d'avoir été entendue et face au statu quo, la CGT a mené « la même opération, sur le même rond-point que vendredi, bloqué pendant 1h30 par 100 à 150 personnes », relate Jérémie Caillé, de l'UD CGT Vaucluse. À savoir le rond-point du



McDo, sur la N7, à une centaine de mètres de l'entrée de la plateforme logistique de Sonelog. Même cause et mêmes effets : rapidement, une nouvelle réunion est fixée pour ce mercredi matin, cette fois dans les locaux de la Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités de Vaucluse, à Avignon. « On pensait avoir débloqué la situation vendredi. La direction a fait la démonstration que c'était du bluff », regrette Jérémie Caillé, qui déplore

de devoir en arriver « à des opérations de filtrage pour enfin pouvoir négocier et ne pas considérer les salariés comme des moins que rien ».

Le principal point d'achoppement chez Sonelog concerne la prime vacances de 1 000 euros - faute de 13<sup>e</sup> mois - réclamée par les salariés et à propos de laquelle la direction n'a, pour l'heure, jamais donné suite, même partiellement. F.C.

Pendant une heure et demie, mardi après-midi, la CGT a de nouveau été contrainte d'employer la manière forte pour que les salariés soient respectés. PHOTO D.R.

# La base veut maintenir l'unité syndicale

L'unité syndicale perdure et la grande majorité des militants salue ce travail commun des différentes organisations.

Quand on écoute les militants syndicaux lors de la manifestation marseillaise contre la réforme des retraites de ce mardi, tous ou presque louent l'unité syndicale, de mise depuis le début du mouvement de contestation. « Elle permet de montrer un front commun et une condamnation unanime de cette réforme de la part de toutes les organisations », analyse Sébastien Molenat, syndiqué au Snep-FSU, qui a fait le déplacement depuis Martigues pour la manifestation du jour.

Il manifeste aux côtés de sa collègue Martine Sorleau, également du Snep-FSU et venue d'Aix spécialement pour battre le pavé marseillais. Tous deux se félicitent de la force de cette intersyndicale, tant localement qu'au niveau national. « Les intersyndicales n'ont pas toujours été faciles, mais cette fois-ci, elle est solide », estiment-ils. Solide pour plusieurs raisons, et notamment une forme

de « mutualisation » des forces militantes. « On n'est pas tous aussi influents selon les secteurs d'activité. Avoir tous les syndicats autour d'une table permet d'avoir un maillage sur le terrain », développe Sébastien Molenat. Un avis partagé peu ou prou par Magali Hidalgo, co-secrétaire départementale de la CGT Éduc' Action : « L'intersyndicale a apporté de l'organisation, de nombreuses propositions d'actions et des possibilités de mobilisations. »

D'autant que la syndicaliste participe aussi à l'intersyndicale locale de l'éducation. Elle est donc rompue au dialogue inter-organisations. « Cela permet de mobiliser sur des formes plus larges, car il y a un panel de propositions, ce qui fait que beaucoup de gens s'y retrouvent », loue-t-elle. En clair, il y a à boire et à manger pour tous les militants, du fait des mobilisations diverses proposées par le regroupement des syndicats.

Autre militante qui connaît bien ces discussions entre organisations : Josette Biancheri, de l'Union syndicale des retraités (USR) des Bouches-du-Rhône. Car voilà des années que les syndicats de retraités œuvrent main dans la main et dans un cadre tout aussi large



Les différents représentants des syndicats qui composent l'intersyndicale des Bouches-du-Rhône.

PHOTO M.G.

que celui de l'actuelle intersyndicale opposée à la réforme des retraites. « On a eu des divergences de forme, mais on arrive à passer au-dessus et à construire des initiatives communes », explique-t-elle. Quant à la solidité de l'ensemble, « je trouve que l'unité affichée depuis le début est très positive, j'espère qu'elle va perdurer ».

**« Sans elle, on ne gagnera pas »**

Comme la retraitée, ils sont nombreux à saluer l'alliance des organisations syndicales. « Les travailleurs veulent être défendus, quel que soit le syndi-

cat. Et on mobilise davantage en étant tous ensemble », juge Jean-Jacques Noizat, retraité CFDT, qui porte le gilet orange de son syndicat, classé réformiste, depuis plus de 38 ans.

Pour lui, les différences entre organisations ne sont pas insurmontables : « On est sur des actions différentes mais complémentaires. Les militants de la CGT ne sont, de toute façon, pas attirés par la CFDT et inversement. Je suis très content qu'on se retrouve, car ensemble, on a beaucoup plus de poids. » C'est d'ailleurs un militant de FO, Paul Guglielmi, qui complète ces propos. Selon lui, « nos

particularités sont bien moindres que ce que l'on a en commun. Nous sommes tous d'accord sur le constat : la réforme n'est pas bonne, la méthode et le parcours parlementaire non plus ». Il juge d'ailleurs que « l'intersyndicale est paradoxalement entretenue par l'attitude du gouvernement ». Bref, gilet orange, rouge, bleu ou blanc, tous espèrent que l'unité perdure. « Si elle se fissure, c'est le début de la fin. Mais elle tient bon, il n'y a aucune fissure », répond Martine Sorleau, convaincue qu'« on ne gagnera pas sans l'intersyndicale ».

Amaury Baqué

## Politique. À Marseille, les élus sont « toujours là »

Dans le combat contre la réforme des retraites, les responsables politiques se mobilisent en nombre mardi à Marseille, pour la dixième manifestation consécutive.

Écharpe sur l'épaule, drapeaux flottants sur le parvis de l'hôtel de ville, les élus se mélangent et s'unissent. « On est à plus de dix semaines de mobilisation. Il est temps de regarder la réalité en face. Les gens ne veulent pas de cette réforme », martèle Yannick Ohanessian, adjoint PS au maire de Marseille en charge de la sécurité.

De l'autre côté de la route, les communistes tiennent leur point fixe devenu régulier : « On est toujours là, mobilisés, la colère ne faiblit pas, les sondages le montrent : de plus en plus de Français sont contre cette réforme et veulent que le mouvement se poursuive », insiste Jérémie Bacchi, sénateur PCF des Bouches-du-Rhône. Selon une enquête Harris Interactive pour Public Sénat



et AEF, 7 Français sur 10 déclarent soutenir ce mouvement (70 %), soit une hausse de 3 points. Poursuivre la mobilisation, « c'est un besoin, une nécessité pour les salariés de ce pays », lance Denis Cani, conseiller municipal PCF à Septèmes-les-Vallons. Le soutien à la réforme recule de 7 points par rapport au 14 mars, pour atteindre 31 %, note le

sondage, c'est le pourcentage le plus bas depuis la présentation du projet de loi. « Il faut que cette réforme soit retirée », répète Nathalie Tessier, conseillère municipale déléguée aux droits des femmes à la Ville de Marseille, qui pointe une loi « injuste » et qui « vole les plus belles années de la retraite ».

À quelques mètres de là, les Insoumis

À gauche de l'échiquier politique, les représentants du peuple manifestent aux côtés des syndicats.

PHOTO M.E.H.

sont aussi représentés sur les quais du Vieux-Port. « Ce mouvement social est important, on se doit d'être à ses côtés », soutient Sébastien Delogu, député FI des Bouches-du-Rhône. Ce dernier loue la présence massive de jeunes, qui ont réalisé de nombreux blocages dans la matinée. « Il faut qu'ils soient toujours plus nombreux », défend-il.

Si la mobilisation se veut pacifique, des violences ont néanmoins éclaté en marge des cortèges encadrés par les syndicats. Son recours est d'ailleurs approuvé par 18 % des personnes interrogées. « Il y a des éléments violents ça, on n'y peut rien, mais la réaction policière est disproportionnée », estime Christine Juste, adjointe au maire de Marseille en charge de l'environnement. L'écologiste est encore sous le choc après les rassemblements contre les méga bassines à Sainte-Soline ce week-end. Deux des manifestants présents sont toujours dans le coma. « Justice sociale et climatique, c'est le même combat. L'eau, comme les retraites, c'est ce qu'on va laisser aux futures générations », alerte l'élue EELV. Laureen Piddu

# Quelle est la meilleure réponse au mépris de Macron ?

**Stéphanie****CFTC  
Marseille**

« Pour moi, on est arrivé au stade où la seule réponse qui vaille, c'est le durcissement du mouvement. Par exemple, avec des blocages des plateformes logistiques, car tout ce qui touche à l'alimentation pèse et a un impact sur tous les Français. Il faut durcir les mobilisations, oui, mais pacifiquement, sans violence, car cela ne résout rien. Il y a d'autres réponses à apporter au gouvernement. Peut-être faudrait-il inonder l'Élysée d'appels, de lettres... pareil en direction des élus. Ça serait un moyen de se faire entendre. » **A.B.**

**Patrick****CGT  
Avignon**

« Le discours de Macron est là pour diviser et faire s'amplifier la violence, il a choisi sa classe face au peuple. Quand le gouvernement dit qu'il va continuer à faire des réformes impopulaires, c'est une violence sociale qui ne peut que maintenir notre détermination. Face à ce message radical et les provocations cyniques et machiavéliques du président, on continue à être dans la rue, à organiser les salariés dans l'action et le blocage. À nous d'organiser nos luttes et continuer à être unis le plus possible. » **F.C.**

**Auréli****FSU  
Toulon**

« C'est en continuant à occuper la rue, toujours autant déterminés jusqu'au retrait de cette loi. J'espère que l'issue de ce mouvement est proche et que le président va enfin écouter le message des salariés en colère et prendre des décisions rapides. Il est encore temps de revenir sur cette réforme, qui est toujours aussi injuste et dont on ne veut pas. L'arrivée des jeunes dans le mouvement est une bonne nouvelle et on les reçoit avec joie. Ils vont contribuer à faire grossir la mobilisation et plier le gouvernement. » **T.T.**

**Christophe****Sud Solidaires  
Saint-Chamas**

« Le mépris vis-à-vis du peuple met en danger les droits de l'homme. Pour remédier à cela, l'idée du blocage du pays devra s'exercer jusqu'au bout. On est prêts à perdre la moitié de notre salaire, voire plus. En parallèle, il faut continuer de tracter, d'aller au contact des petites villes, car la mobilisation prend une tournure plus globale. Tous les salariés sont concernés. On peut contenir les manifestants, mais ceux qui sont violents aux alentours, c'est juste qu'ils ne trouvent pas les mots pour exprimer leur mécontentement. » **M.N.**

**Georges****CFE-CGC  
Avignon**

« On est très déçus de la réaction du gouvernement et de cette pédance du président. On prône des manifestations pacifiques, mais s'il y a des violences, le gouvernement ne peut s'en prendre qu'à lui. Marcher en manif, c'est bien, mais il faut participer aux mouvements sociaux dans les entreprises, toucher là où ça peut faire mal. Dans la mesure où il n'y a pas de violence, je suis prêt à participer à des actions de blocage de ronds-points et rejoindre la CGT. Cela aurait une autre portée, même symbolique. » **F.C.**

**Myriam****CGT  
Toulon**

« Il faut être des millions et des millions dans la rue pour bloquer l'économie, comme ils sont en train de le faire en Bretagne. C'est comme ça et pas autrement qu'on doit répondre au mépris. Il faut que ce soit plus dur, plus verrouillé. Pour nous y aider, les jeunes arrivent dans le mouvement, c'est un point très positif. De toute façon on ne lâchera pas jusqu'au retrait de la loi. Tant pis pour lui. La seule solution, c'est qu'il parte et qu'on fasse la VI<sup>e</sup> République, plus juste, plus humaine et qu'on change enfin de système. » **T.T.**

**Sébastien****Force ouvrière  
Arles**

« La meilleure réponse au mépris du président Macron, c'est le blocage de l'économie en généralisant la grève reconductible. Je crois qu'il n'y a que ça qui fonctionne. Je suis content de voir qu'il y a toujours autant de monde, voire plus, qui suit le mouvement, même si tout le monde préférerait aller au travail et ne pas perdre son salaire. Même si ça tape dans le budget des travailleurs, il faut se dire que ça impacte encore plus durement le chiffre d'affaires des entreprises. » **A.M.**

**Cathy****Unsa  
Marseille**

« Que Macron sorte de sa bulle dorée et qu'il quitte son fauteuil pour se mettre à notre niveau. Il est hors sol et il faut qu'il atterrisse, la dictature c'est fini ! Nous continuerons à descendre dans la rue, nous continuerons à nous mobiliser autant qu'il le faudra. Nous sommes restés ouverts au dialogue quand il a continué à afficher son mépris. C'est lui le déni de démocratie. Nous irons jusqu'au bout pour qu'il recouvre la raison. Nous ne lâcherons pas car nous sommes le nombre. Ce n'est pas en passant sa politique en force qu'il obtiendra la légitimité. » **M.G.**

**Jacques****CFDT  
Aix-en-Provence**

« La meilleure réponse à faire à Macron, c'est d'être dans la rue ! Il y a des millions de personnes qui font de même et qui sont exaspérées. Ce n'est pas par plaisir que nous sommes là, mais il faut réagir. Nous n'avons pas trouvé d'autres moyens de nous faire entendre pour le moment. On se demande même ce qu'il faut faire pour être écouté. D'autant que le gouvernement avait cédé pour les gilets jaunes. Donc, même si je suis contre la violence, je la comprends dans une certaine mesure. En espérant quand même qu'on arrive à se faire entendre sans. » **A.B.**

# Jeunes. En masse, la jeunesse entre en action et hausse le ton face à Macron

**Le slogan « Macron t'es foutu, la jeunesse est dans la rue ! », n'aura jamais été aussi vrai que ce mardi, à Marseille, où quelques dizaines de milliers de jeunes étaient mobilisées contre la réforme des retraites.**

Le mot d'ordre, c'est Macron casse toi, et Borne, avec ! La couleur est donnée par Lyes Belhadj, président de l'Union nationale des étudiants de France (Unef) d'Aix-Marseille. Ils sont des dizaines de milliers de jeunes à s'être joints à l'intersyndicale, ce mardi matin sur le pavé phocéén.

L'usage excessif du 49.3, l'attitude méprisante du président, le contexte politique et social actuel et, plus récemment, les débordements qui ont fait trois blessés graves à Sainte-Soline, ont suffi à soulever davantage encore le mouvement étudiant, déjà bien engagé depuis le début des mobilisations.

Ils sont lycéens et se sont rassemblés dès la première heure, ce mardi devant le lycée Thiers, sur la Canebière, soutenus par des militants et des élus. « En solidarité, contre une réforme injuste pour la jeunesse », tonne Hendrik Davi, député LFI de la 5<sup>e</sup> circonscription des Bouches-du-Rhône. « Mais aussi pour dissuader les interpellations et toute violence policière à l'encontre des jeunes, comme cela a pu être le cas lors des derniers blocages. » Ils sont aus-



À Marseille, les étudiants, plus nombreux en manif, s'organisent et multiplient les actions contre la réforme des retraites et la surdité d'un gouvernement borné. PHOTO M.E.H.

si universitaires et « plus que jamais organisés dans la lutte », assure Lola, apprentie scientifique, venue se joindre au cortège entre militantes féministes. Et même au collège, Alan, Lounes et Adèle, sont « fiers d'être ici, tous unis dans la rue, pour montrer qu'on fait bloc ! ».

## Unis et solidaires

Solidaires du monde ouvrier, de leurs camarades blessés lors des débordements policiers, et toujours dans l'esprit de convergence des luttes, ils sont surtout

clairvoyants quant à l'enjeu de la mobilisation. Avec en tête, comme Paloma, une idée de ce que leur réserve un futur après une « politique macroniste ». « Mon beau-père a 55 ans, il travaille dans le BTP et vu son état de fatigue physique, j'en imagine même pas travailler 5 ans de plus ! », s'insurge la lycéenne, inquiète du devenir des travailleurs des métiers les plus précaires. Et Pauline, étudiante en lettres, de rajouter entre deux chants anticapitalistes, « si cette réforme passe pour de bon, elle ouvre grand la

voie à un modèle américain, qui creuse les inégalités, appauvrit et enrichit les plus riches ! ».

Aussi, dans le cortège, les airs antifascistes résonnent et la jeunesse n'hésite toujours pas à « emmerder le Front national ». Car au-delà des retraites, c'est d'un futur proche aux couleurs bleu marine dont ils veulent se protéger. « Le contexte dans lequel cette réforme va plonger la France laisse la porte ouverte à l'extrême droite ! », insiste Lucas, insoumis.

Syndiqués ou non, de toutes les branches et les niveaux, les

étudiants créent l'union. Les universitaires et syndicats viennent en renfort des lycéens, « organisés collectivement pour bloquer les établissements toute la semaine », assure Axel, en première à Thiers. À la fac et dans les formations professionnelles, les différentes filières s'unissent. « Les Beaux-Arts viennent de voter l'occupation, puis la banalisation des cours », se réjouit Amaria, informant que son établissement a pris la décision de s'allier aux écoles d'art et d'architecture (Ensa) pour intégrer les assemblées générales inter-facs de Saint-Charles.

Tout ce monde étudiant soutient aussi le monde professionnel et syndical, auquel beaucoup appartient déjà pour occuper un job étudiant en plus de leurs études. Faire « preuve d'unité, afin de mettre en place une stratégie efficace pour impacter économiquement et financièrement le grand capital, en ciblant les lieux stratégiques de pouvoir », préconise Lyes Belhadj, qui invite les étudiants à se joindre au comité d'action interprofessionnel.

Pour le président de l'Unef, c'est l'occasion de se prémunir contre les décisions d'un gouvernement qui persiste à se boucher les oreilles. « Le gouvernement s'est radicalisé en refusant une sortie démocratique, il n'a plus de légitimité. Alors, nous nous radicalisons aussi et nous bloquons. Continuons à agir ; à nous rendre sur les piquets de grève, à construire la lutte et à la durcir ; si le faut. »

Léa Cornu

## Culture. « Se faire entendre par tous les moyens »

**En goguette et en chanson, le monde de la culture s'est mobilisé contre la réforme des retraites, et contre la précarisation de tous les travailleurs.**

Le groupe s'affaire autour du camion sono, loué pour l'occasion. Sur la banderole, on peut lire « Macron, fais comme nous, taxe tes potes ». Sur le Vieux-Port, les manifestants commencent à affluer. « Nous avons investi. Maintenant, on loue un camion quand les copains du spectacle ne peuvent pas nous prêter le leur. Nous sommes un peu plus visibles et sonores, même si nous sommes là depuis le début », raconte Catherine, metteuse en scène, comédienne et intermittente depuis 43 ans. « Depuis le début de la mobilisation, il y a entre 300 et 400 manifestants de la délégation spectacle audiovisuel. Beaucoup de lieux font grève, comme le ZEF. D'autres sont mobilisés, comme à l'opéra », as-

sure la déléguée du Syndicat français des artistes (SFA). « Pour nous, la réforme, c'est la misère assurée. Nous aurons des difficultés à atteindre les 64 ans. À partir de 58 ans, c'est seulement 38% d'entre nous qui travaillent. Les autres sont sur la touche, dans un couloir de précarité en attendant une retraite de misère », déplore-t-elle.

## Doublement mobilisés

Même si l'heure n'est pas à la création, des chansons en goguette sont reprises, façon karaoké. Alain, intermittent durant 39 ans, aujourd'hui à la retraite, a rejoint la manif. Ce chanteur manifeste pour la 8<sup>e</sup> fois. « Je suis là par solidarité. Le mouvement est très soudé. Il va bien falloir qu'il se passe quelque chose, qu'on se fasse entendre par tous les moyens », souligne-t-il avant d'aller chanter à son tour.

Plus loin, Erika fait une pause avant de prendre le volant du camion sono. « Nous avons aujourd'hui une mobilisation d'une telle ampleur contre la réforme



Dans la rue, dans les théâtres, à l'opéra... les intermittents et professionnels de la culture restent mobilisés. PHOTO M.E.H.

et contre la précarité. Sur les piquets de grève, on est là aussi pour soutenir les copains. Il y a une convergence des luttes de tous les travailleurs », précise-t-elle. Ancienne intermittente, aujourd'hui en CDI, elle se dit être nantie, non sans une pointe d'ironie. « Côté intermittent, il est très difficile de se mettre en grève, quand on a que quelques dates en pointillé, malgré la caisse de solidarité. Le mot d'ordre, c'est donc d'aller filer la main, surtout sur le terrain, comme à Fos », insiste-

t-elle. Le monde de la culture se mobilise doublement. Contre la réforme des retraites et contre le démantèlement de l'économie. « Il y a la retraite, mais pour nous, ce n'est pas fini. Derrière, il y a l'assurance chômage. Comme les 40% d'indemnités en moins annoncées. C'est à dire le raccourcissement de l'indemnité journalière au sortir d'un contrat d'intermittent », détaille Erika avant de grimper dans le camion.

Isabelle Demoyen





Selon une étude Ifop pour the Makers, la proportion d'actifs français ayant le sentiment de donner plus qu'ils ne retirent de leur travail a quasiment doublé en trois décennies, passant de 25% en 1993 à 48% en 2022. À une courte majorité (54%), ils estiment que le travail est avant tout une contrainte plutôt qu'une source d'épanouissement (46%). PHOTO DR

# Dans les manifs, la question du travail reste en suspens

**Partage du travail, salaires, pénibilité, exigence de sens : des revendications qui entrent en résonance avec la bataille contre la réforme des retraites. Rencontre avec des manifestants qui témoignent sur leur rapport au travail.**

L'exécutif cherche « l'apaisement » et l'essoufflement du mouvement social. Pour ce faire, il prépare un futur projet de loi travail, faisant office de pommade, censé tenir compte, entre autres, de la pénibilité et de la reconversion professionnelle.

« Ce sont des questions qu'il aurait fallu poser avant de lancer la réforme », déplore Robert, informaticien de 64 ans, présent au milieu des cortèges. Pour ce salarié de Dassault, si la crise du Covid a bousculé notre rapport au travail, « c'est parce que durant longtemps, la question du travail n'a pas été

posée en termes d'organisation, mais en termes de répartition des revenus. » Le manifestant estime « qu'il faut aborder la question du sens au travail et du rééquilibrage entre vie personnelle et professionnelle ».

Dans l'entreprise de Sophie, cadre de 52 ans, spécialisée dans le financement de la formation professionnelle, le malaise infuse depuis une récente fusion. Si sa société bénéficie d'un bon accord d'entreprise, « avec 39h et 23 jours de RTT », elle ressent néanmoins « beaucoup de démotivation, de burn-outs, d'arrêts maladie ». En cause, l'imposition « de primes sur objectif qui sont impossibles à tenir. Pour maintenir son pouvoir d'achat, il faut se donner à fond et cela a un coût psychologique ». À cela, s'ajoute un changement d'organisation qui affecte les pratiques de travail, avec une obligation de « passer par les supérieurs, générateur de frustration », conclut Sophie.

**« Il faut se taire, ne rien dire »**

Une verticalité « vertigineuse » ressentie par Rémy depuis un certain nombre d'années dans sa société. Ce techni-

rien de maintenance souhaite « davantage de concertation et de confiance envers les salariés ». L'homme de 60 ans témoigne d'un climat social « qui s'est dégradé » au sein de son entreprise. « C'est devenu moralement plus difficile, à cause d'un management par la ter-

**« Pour garder son pouvoir d'achat, il faut se donner à fond et cela a un coût psychologique »**

Sophie, cadre de 52 ans

reur, confie-t-il. Il faut se taire, ne rien dire. Et cette omerta provoque un stress psychologique. »

Son collègue opine du chef. « Les managers d'aujourd'hui, on a l'impression qu'ils nous prennent pour des moins que rien », peste-t-il, évoquant « une violence psychologique plus

coûteuse que la pénibilité ». Le partage du travail ? « Il faut trouver un équilibre », juge Rémy. « La semaine de 32 heures n'est pas faisable dans toutes les entreprises, mais dans une boîte de 600 salariés comme la mienne, c'est envisageable. »

**« Freins à l'émancipation »**

Pour Patrice, travailleur social, la semaine de 4 jours « serait un plus ». Chaque jour, il est confronté à la misère, la maladie et parfois à la violence. « Cela permettrait de compenser la charge psychique des professionnels du médico-social et de faire un travail de meilleure qualité. » Reste la question du salaire. Après 14 ans d'exercice dans le même dispositif, ce père de quatre enfants gagne à 50 ans un peu plus de 1 900 euros nets sans prime. « Vu l'inflation, c'est complexe ! » abrège-t-il.

Quant au « plein-emploi », il est encore un mirage pour Capri, 26 ans, au chômage après des études en art. « C'est très compliqué dans le secteur culturel », soupire-t-il, angoissé par « les budgets à la baisse » et « la concurrence permanente » dans son secteur, les bibliothèques. « On est beaucoup à faire

des bacs + 5 et à postuler pour des jobs alimentaires avant de trouver un boulot plus ou moins correct. Mais avec les réformes de l'assurance chômage, on ne peut même plus prendre ce temps de recherche », dénonce le jeune homme, l'air désabusé.

Cette réduction du temps de chômage et « la criminalisation du temps d'inactivité, sont des freins énormes à l'émancipation », souligne Clément. Le jeune autoentrepreneur de 27 ans a récemment démissionné de son boulot dans l'audit. « Je me suis rendu compte que je n'avais pas de liberté sur ma vie perso », explique-t-il. Mais au-delà de cette réappropriation de soi, c'est la légitimité du « bullshit job » qui est remise en cause chez cette jeune diplômée. Comme beaucoup de ses congénères, Clément refuse d'être partie prenante d'un « modèle obsolète d'une croissance infinie dans un monde fini ».

Point névralgique de la colère sociale, la réforme des retraites a également ouvert la voie à d'autres revendications sur l'expérience subjective du travail.

Benjamin Grinda et A.D.

# L'ÉVÈNEMENT



PHOTOS MEH

## La Marseillaise dans les cortèges



La nouvelle affiche du collectif « tout e(s)t n'importe quoi » a trouvé sa place dans les cortèges, reflétant bien l'état d'esprit des manifestants déterminés et en colère, mais toujours aussi souriants, créatifs et plein d'énergie.

PHOTOS MEH